

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/PSI/WP/W/7/Rev.1

28 octobre 1997

(97-4728)

Groupe de travail de l'inspection avant expédition

EXPERIENCE NATIONALE DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD SUR L'INSPECTION AVANT EXPEDITION

Note révisée du Secrétariat

Révision

Comme le Groupe de travail en est convenu, vous trouverez ci-après la liste révisée des questions et des points soulevés, ainsi que des réponses données le cas échéant, pendant les discussions au titre du deuxième point de l'ordre du jour des réunions du 13 juin et du 24 septembre 1997.

I. QUESTIONS POSEES AU SUJET DES COMMUNICATIONS NATIONALES

Note: Sous ce titre sont reprises les questions posées par des délégations au sujet des communications nationales émanant d'autres délégations.

1. Questions posées au sujet de la communication du Ghana à la réunion du 13 juin

- a) **La dernière phrase du septième paragraphe de la communication signifie-t-elle que les obligations figurant dans l'Accord sur l'inspection avant expédition (IAE) ne sont pas des obligations internationales acceptées par le Ghana?**
- b) **Le gouvernement du Ghana utilise-t-il des renseignements sur les prix fournis aux sociétés d'IAE lorsqu'il achète des marchandises et, si c'est le cas, les emploie-t-il pour obtenir le meilleur prix possible?**

Réponse donnée par le Ghana à la réunion du 24 septembre

La vérification des prix, dans le cadre du programme national d'IAE, vise à garantir que les prix des transactions ne sont pas fixés au-delà de ce qui est raisonnable. Il ne faut pas la confondre avec l'évaluation en douane, au titre de laquelle les autorités douanières nationales établissent des procédures pour déterminer la valeur des marchandises à des fins douanières. Il y a toujours la possibilité que le prix de transaction soit sujet à caution; c'est sur cette idée que reposent le dumping et les mesures antidumping et compensatoires. Par ailleurs, les obligations des pays au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane doivent être reconnues et ne doivent pas être interprétées d'une façon ou d'une autre par le Groupe de travail.

2. Questions posées au sujet de la communication des Philippines à la réunion du 13 juin

- a) **Les Philippines recourent-elles aux services de sociétés d'IAE afin d'atteindre des objectifs de perception de recettes (demandés par des institutions financières internationales)?**
- b) **Comment la pratique consistant à avoir un représentant de l'entité d'IAE dans les procédures d'appel sur les questions d'évaluation en douane peut-elle être compatible avec la déclaration selon laquelle les entités d'IAE ne participent pas à la collecte de recettes douanières?**
- c) **Existe-t-il un mécanisme de sanction ou de pénalités dans le cas où des renseignements commerciaux confidentiels seraient divulgués par des collaborateurs de sociétés d'IAE?**
- d) **Sur les 160 litiges, en moyenne, qui sont soumis chaque semaine au Comité d'appel, quelle est la part des procédures engagées respectivement par les exportateurs et par les importateurs?**

3. Questions posées au sujet de la communication du Pérou

- a) **Le système d'IAE du Pérou est-il financé exclusivement par les contributions des importateurs?**
- b) **Veuillez fournir davantage de renseignements sur la procédure systématique de vérification des certificats d'inspection et sur le genre de procédure que cela implique.**
- c) **Veuillez fournir davantage de renseignements sur les clauses des contrats se référant à des services de médiation nationaux et le rôle, dans ces médiations, de la sous-commission multisecteurs.**
- d) **Le service de médiation national est-il identique à la sous-commission multisecteurs?**

Réponse donnée par le Pérou à la réunion du 24 septembre

Au Pérou, les importateurs passent directement des contrats avec les entreprises d'IAE et leur versent des honoraires s'élevant à 1 pour cent de la valeur f.a.b. de la marchandise inspectée.

La valeur en douane f.a.b. attribuée ainsi que l'accusé de bien-trouvé doivent être pris en compte dans la déclaration en douane. Cela sert de base pour le calcul des droits. Les douanes peuvent procéder à une vérification matérielle des marchandises; en réalité, 15 pour cent des marchandises totales sont vérifiées. Au cours de cette vérification, l'autorité douanière peut faire des observations sur la valeur, le volume et la classification tarifaire des marchandises inspectées et y apporter des corrections. En cas d'infraction, la société est passible d'une amende. En outre, les douanes effectuent par la suite un contrôle aléatoire des importateurs, motivé à l'origine pour obtenir des renseignements ou sur la base de vérifications comptables, de dénonciations faites par des agents du commerce extérieur, etc. L'évaluation et la vérification des divergences constatées lors des contrôles douaniers incombent à la Division du contrôle des entités de surveillance de la Direction nationale de l'inspection en douane. C'est un service spécialisé chargé d'évaluer les sociétés d'IAE habilité à appliquer les sanctions découlant des procédures applicables en cas de divergences, conformément à un règlement approuvé en janvier 1997. Les divergences concernant la valeur sont les plus courantes puisqu'elles représentent environ 30 pour cent du total. Les douanes péruviennes conservent le droit de déterminer la valeur

en douane, la classification tarifaire et le volume des marchandises, tant au cours du contrôle simultané (inspection matérielle des marchandises) qu'au cours du contrôle *a posteriori* (quatre ans de contrôles aléatoires). Les sociétés d'IAE font un travail technique, puisque ce sont les autorités nationales qui décident en dernier ressort.

En ce qui concerne les clauses des contrats se référant à des services de médiation nationaux et le rôle, dans ces médiations, de la sous-commission multisecteurs, la législation nationale prévoit, conformément à l'Accord, que le contrat conclu entre l'importateur et la société d'IAE doit contenir une clause en vertu de laquelle l'importateur peut avoir recours aux procédures d'arbitrage nationales pour régler un différend. Elle porte par ailleurs création d'une commission multisecteurs, composée de représentants des Ministères de l'économie et des finances qui assurent la présidence, d'un représentant de la Confédération des entreprises privées et d'un représentant des sociétés d'IAE. Cette sous-commission examine les plaintes concernant le non-respect par les sociétés d'IAE de leurs obligations contractuelles à l'égard des importateurs. Le président a voix prépondérante. Les services de la Direction nationale de l'inspection en douane de la Direction nationale des douanes fait office de secrétariat technique pour la sous-commission. Son rôle consiste à connaître des plaintes déposées par les importateurs et à faire les recommandations correspondantes. La procédure établie est engagée lorsqu'un importateur dépose une plainte contre une société d'IAE alléguant que celle-ci n'a pas respecté ses obligations contractuelles. Pour que la sous-commission examine un recours, l'importateur doit démontrer qu'il a auparavant cherché à régler son différend avec la société d'IAE et présenter tous les renseignements et documents à l'appui. La sous-commission formule ensuite les recommandations appropriées en l'espèce. Si la société d'IAE est jugée responsable, elle doit verser à l'importateur une somme pouvant représenter jusqu'à dix fois le montant des honoraires perçus pour la transaction. Depuis sa création en avril 1995, la sous-commission a examiné moins de dix recours. Elle ne participe pas aux procédures d'arbitrage entre sociétés d'IAE et importateurs, dans lesquelles, les deux parties désignent l'arbitre qu'elles jugent approprié pour régler leur différend. De ce fait, l'arbitrage est une procédure dans laquelle les douanes n'interviennent pas et qui est régie par les dispositions de la Loi sur l'arbitrage.

4. Questions posées au sujet de la communication de la Colombie

- a) **Les entités d'IAE opérant en Colombie participent-elles aux enquêtes antidumping et en matière de sauvegardes?**
- b) **Comment le système d'IAE est-il financé en Colombie?**
- c) **Sur les 26 pour cent de marchandises inspectées en 1996, quelles étaient les proportions d'IAE obligatoires et volontaires?**

Réponse donnée oralement par la Colombie à la réunion du 13 juin

Les enquêtes antidumping ou en matière de sauvegardes sont effectuées par les autorités compétentes et les informations sur les marchandises qui font l'objet de mesures antidumping ou de mesures de sauvegarde sont mises à la disposition des sociétés d'IAE. Pour ce qui est du financement du système, il est assuré par les importateurs à concurrence de un pour cent de la valeur des marchandises en question. En 1996, les marchandises qui ont fait l'objet d'une inspection, c'est-à-dire celles qui ont été soumises à une inspection obligatoire, ont représenté 26 pour cent des importations totales. Il va de soi que ce chiffre peut varier en fonction du niveau des importations des marchandises en question.

Réponse donnée oralement à la réunion du 24 septembre

Les sociétés d'IAE n'interviennent en aucun cas dans les enquêtes antidumping et en matière de sauvegardes.

II. QUESTIONS EN SUSPENS

Note: Les "questions en suspens" correspondent aux points soulevés pendant l'examen des communications nationales au sujet desquels au moins une délégation a indiqué qu'elle fournirait d'autres renseignements.

1. Questions en suspens ayant trait à la communication des Philippines datant de la réunion du 13 juin

- a) **Les exportations de pays autres que les Etats-Unis bénéficient-elles d'un traitement plus rapide de la part des sociétés d'IAE, et d'un traitement plus favorable en ce qui concerne la vérification des prix que les exportations des Etats-Unis?**
- b) **A propos du rôle du "Comité technique" mentionné au dernier alinéa de la partie "Renseignements généraux" de la communication des Philippines: comment ce Comité technique fonctionne-t-il et quelles sont ses procédures officielles?**

Réponse donnée par les Philippines à la réunion du 24 septembre

Les exportations d'autres pays que les Etats-Unis ne font pas l'objet d'un traitement plus rapide de la part des sociétés d'IAE ni d'un traitement plus favorable en ce qui concerne la vérification des prix que les exportations des Etats-Unis. La délégation philippine prend cette question très au sérieux et souhaite que les Etats-Unis donnent des exemples concrets de manière que les autorités puissent prendre les mesures appropriées.

Le rôle du Comité technique mentionné dans la communication de la délégation philippine est de veiller à ce que la société d'IAE respecte les termes du contrat conclu avec le gouvernement philippin. Il est composé de représentants du Bureau des douanes, de la Banque centrale, du Département du commerce et de l'industrie, du Département des finances, de la Commission tarifaire et du Bureau des services d'importation et il surveille l'exécution de tous les aspects du contrat d'IAE, à l'exception des questions en rapport avec la délivrance des accusés de bien-trouvé. Pour ce qui est des procédures, une partie concernée, à savoir un importateur, une association d'importateurs, un organisme professionnel ou un organisme public, qui ne serait pas satisfaite de l'exécution du contrat, doit écrire au Sous-Secrétaire aux finances (en sa qualité de Président du Comité technique). Le Président convoque alors le Comité pour examiner le problème soulevé et recommander des solutions qui sont communiquées au Secrétaire aux finances et au Conseil monétaire de la Banque centrale pour approbation et mise en oeuvre.